



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Les solidarités territoriales : un levier pour la transition écologique

Webconférence – 09/10/2020

Marie Dégremont, cheffe de projet transition écologique



1. Quelle transition écologique à l'échelle territoriale ?
2. Des cas d'étude inspirants
3. Quels enseignements en tirer ?
4. Questions/ Réponses





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

1. Pourquoi territorialiser la transition écologique ?



Quel rôle pour les collectivités dans la transition écologique ?



Elles ont une responsabilité :

- directe sur 15 % des émissions nationales de gaz à effet de serre ;
- indirecte sur 50 % des émissions.

Quatre mesures sur cinq de la Stratégie nationale bas carbone nécessitent leur intervention.



Quel rôle pour les collectivités dans la transition écologique ?

Politiques publiques locales

**Compétences
réglementaires**



Services publics

Planification locale

Aménagement du territoire
Urbanisme, voirie
Transports et mobilité
Réseaux d'énergie
Vie économique : soutien aux
entreprises, formation
professionnelle
Action sociale (précarité
énergétique)
Sensibilisation : action citoyenne
et démocratie de proximité,
enseignement

Initiatives volontaires



2. Quelle prise en main de ces sujets ? Historique

Des expériences antérieures et un terreau propice :

- Planifications environnementales (00s)
- Agendas 21
- Thématiques à l'agenda local

Des coopérations construites
sur le long terme :
exemple de Brest



TERGV Boulogne-Lille



Quelles applications concrètes ?

Études de cas : des enjeux dépassant les frontières administratives et des collectivités innovantes (gouvernance, actions)

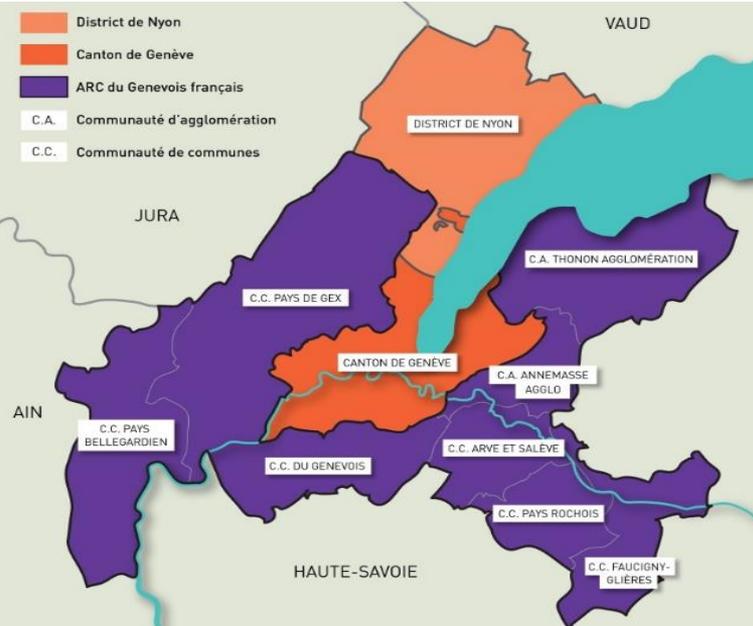
Mobilité, alimentation, énergie



Région
Hauts-de-France



Pays de Brest
PÔLE MÉTROPOLITAIN



La mobilité dans le Grand Genève : quelles pistes pour un développement territorial équilibré et durable ?

Vers des politiques publiques intégrées pour mieux correspondre à l'échelle des flux de mobilité (bassin de vie) : outils statistiques communs, mise en commun de capacités d'analyse, coordination des choix d'infrastructures et de gestion des services à la mobilité, etc.

Essor de la transversalité des politiques publiques : schémas liant aménagement du territoire, développement économique, mobilité, urbanisme, climat...

Réflexion multiniveaux (services à la mobilité, financement d'infrastructures)



La mobilité dans les Hauts-de-France : des enjeux sociaux à l'épreuve du climat

Une population vulnérable économiquement (revenu disponible médian le deuxième plus bas de France métropolitaine, taux de chômage de 2 points supérieur à la moyenne nationale), précarité énergétique liée à la mobilité plus élevée également.

Des politiques de retour à l'emploi et de soutien à la mobilité pouvant entrer en conflit avec les objectifs climatiques (certificats d'immatriculation, par ex.).

Une conciliation sur le long terme rendue possible par les compétences exercées par la région, en coopération avec les intercommunalités : service des TER, développement de l'intermodalité, plateformes de la mobilité...

Une nécessaire articulation entre tous les échelons d'action publique.



Les projets alimentaires territoriaux, un levier pour une transition écologique partagée : le cas de l'Albigeois

Un espace où l'usage des sols est conflictuel, et où la place de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans l'économie locale est plus importante que la moyenne nationale (zone d'emploi d'Albi : 6 % de l'emploi relève du secteur agricole, 2 % en moyenne nationale).

Des projets co-construits entre parties prenantes (agriculture traditionnelle, associations environnementales, enseignement agricole), facteur de cohésion et d'entraînement.

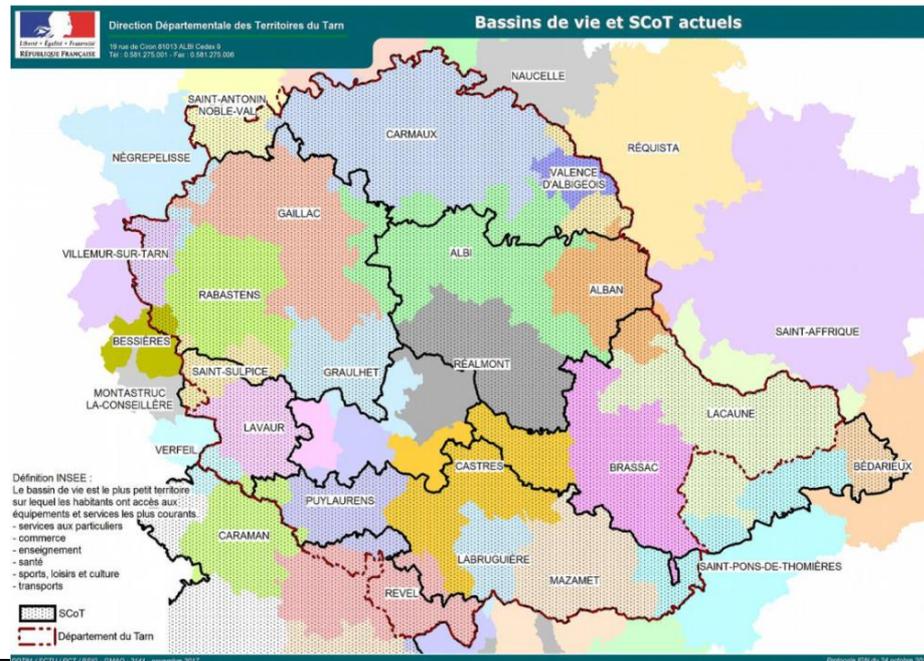
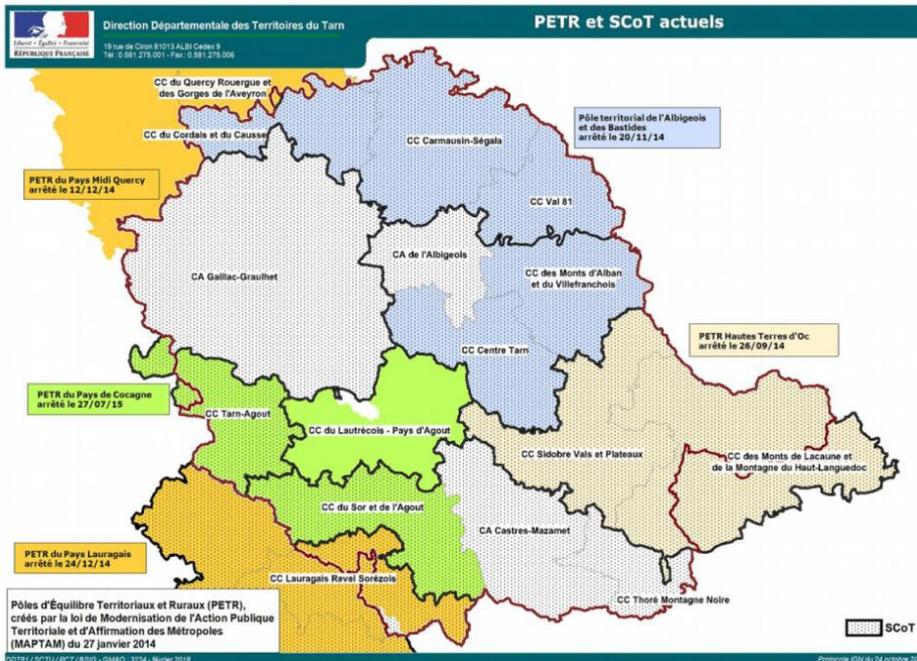


L'intégration progressive des ambitions environnementales dans les politiques traditionnelles (schémas d'aménagement, politiques foncières).



Les projets alimentaires territoriaux, un levier pour une transition écologique partagée : le cas de l'Albigeois

Des divisions politiques et la faiblesse des outils d'analyse et de suivi freinent la montée en puissance des actions envisagées.



La transition énergétique, un levier de coopération territoriale : le cas de Brest et de la pointe bretonne

Des coopérations dans de multiples domaines (aménagement, santé, énergie, climat) facilitent les mutualisations.

Des objectifs énergie-climat ambitieux pour Brest métropole, le manque de ressources énergétiques ; des ressources énergétiques dans les petites intercommunalités, mais peu de capacités financières et d'ingénierie pour les valoriser.

➔ Des projets communs, favorisés par le format des appels à projets (Union européenne, État : Contrats de transition écologique).





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Place aux échanges 😊

Questions/réponses



3. Quels enseignements en tirer ?

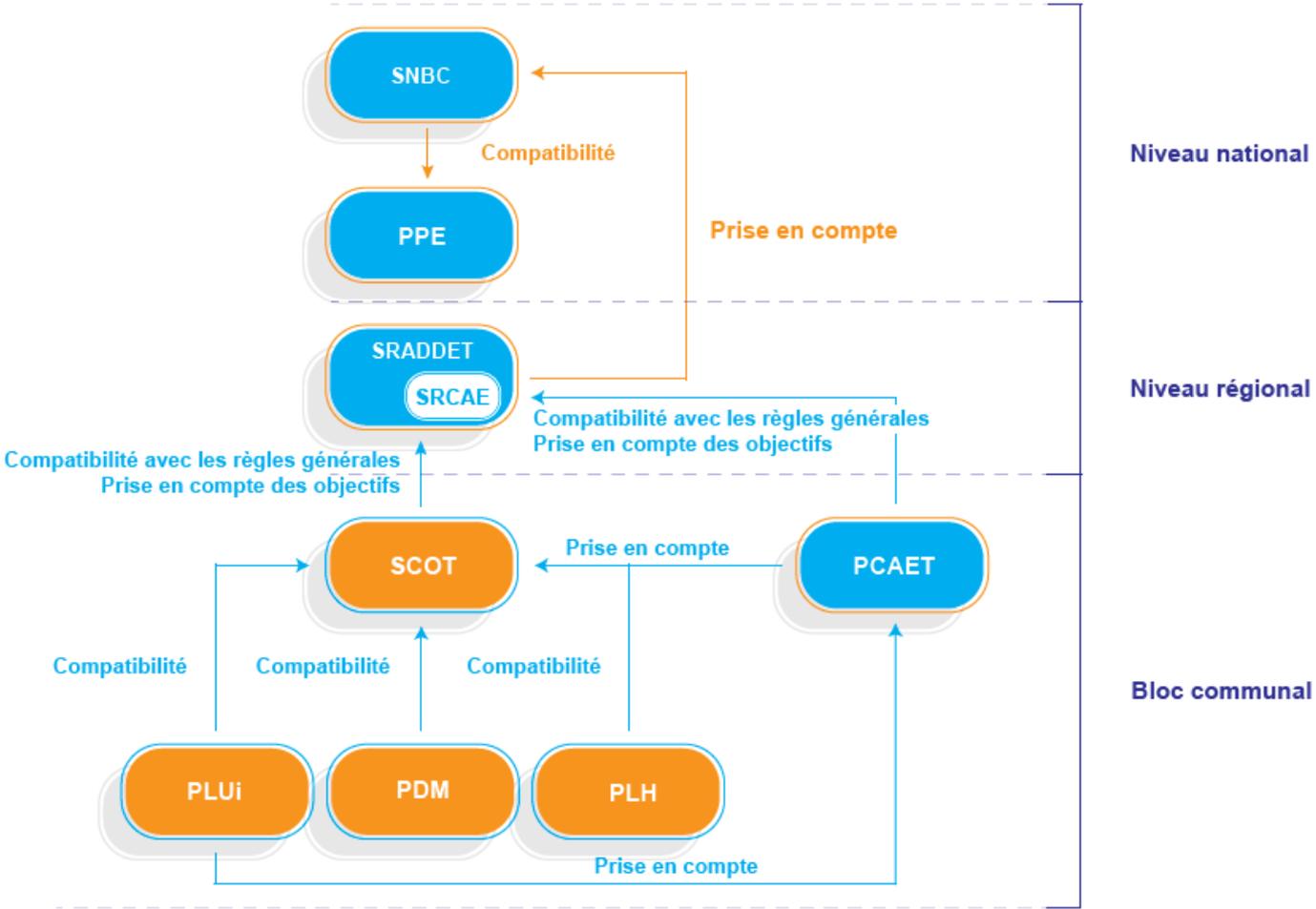
a) Fragilités

- Des projets d'ampleur limitée ;
- Difficile prise en compte dans les politiques « traditionnelles », tensions et contradictions à reconnaître pour les résoudre ;
- Le délicat traçage des résultats : données d'état des lieux, de suivi, d'évaluation, précision des ambitions.



En bleu, les dispositifs dédiés au climat et à l'énergie. Par souci de clarté, le schéma ne résume que les liens mentionnés dans cette note (il n'est pas exhaustif).

On remarque l'importance du SRADDET dans l'articulation des politiques publiques sectorielles avec les enjeux climat-énergie.



Source : France Stratégie



3. Quels enseignements en tirer ?

b) Points forts

- Des projets correspondant aux enjeux propres à chaque territoire ;
- Une prise en main transversale, intégrée ;
- Des collectivités qui tirent parti de leurs complémentarités ;
- Une nouvelle gouvernance (Pôles, contrats de réciprocité, etc.) ;
- Le recours à des solutions diversifiées, au-delà de l'évolution des infrastructures.



3. Quels enseignements en tirer ?

b) Comment aller plus loin ? 1/2

- Renforcer la robustesse des documents de planification, assurer leur cohérence :
Objectifs clairs, mesures et indicateurs de suivi pertinents. Soutenir l'effort de simplification ;
- Privilégier les leviers structurants ;
- Redonner la priorité aux dispositifs de droit commun (ex. CPER), rediriger les soutiens exceptionnels vers les collectivités les moins avancées.



3. Quels enseignements en tirer ?

b) Comment aller plus loin ? 2/2

- Favoriser la mutualisation et la convergence des politiques publiques ;
- Soutenir l'intégration politique: dispositifs réglementaires, conditionnalité des financements ;
- Associer plus étroitement les parties intéressées à la conduite de politiques publiques : des services, des fonctions participant à la qualité de vie et à la vie économique. Impliquer le citoyen, l'utilisateur, l'employeur.



Pour finir

- La transition écologique met à l'épreuve la gouvernance territoriale actuelle (périmètres administratifs) ;
- Elle invite à repenser l'articulation des politiques publiques.
- Des ambitions transversales, à intégrer dans différentes actions publiques : cohésion sociale, mobilité, éducation, restauration collective, lutte contre la sédentarité, santé, énergie, aménagement du territoire, urbanisme... ;
- Quel rôle pour les plans de relance ?





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Place aux échanges 😊

Questions/réponses



